



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché de concession

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-39481>

Département(s) de publication : 28

Annonce n° 25-39481

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : Chartres Métropole (28)

Forme juridique de l'acheteur : Autorité locale

L'acheteur est une entité adjudicatrice

Activité du pouvoir adjudicateur : Protection de l'environnement

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : CONCESSION/DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC RELATIF À L'EAU POTABLE ET A L'ASSAINISSEMENT AVEC CONSTITUTION D'UNE SEMOP

Description : Affaire 25A001 - CONCESSION/DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC RELATIF À L'EAU POTABLE ET A L'ASSAINISSEMENT AVEC CONSTITUTION D'UNE SEMOP

Identifiant de la procédure : df257bf2-d4b7-4d65-9012-5301bfe174b6

Identifiant interne : 25A001

Principales caractéristiques de la procédure : L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'il s'agit d'une procédure ouverte, de sorte qu'ils devront remettre dans le même temps, leur dossier de candidature et leur dossier d'offre. Dans le cadre de cette procédure, seules seront analysées les offres des candidats dont le dossier de candidature a été admis

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nature supplémentaire du marché : Marché de travaux

Nomenclature principale (cpv) : 90000000 Services d'évacuation des eaux usées et d'élimination des déchets, services d'hygiénisation et services relatifs à l'environnement

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 41110000 Eau potable

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 90400000 Services des eaux usées

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 90410000 Services de collecte des eaux usées

2.1.3 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 360,000,000 Euro

2.1.4 Informations générales

Si la procédure est annulée ou infructueuse, elle sera relancée

Informations complémentaires : Les candidats devront impérativement réaliser une visite obligatoire des ouvrages dans le cadre de l'élaboration de leur offre. Les modalités sont indiquées dans le règlement de la consultation. Le délai de validité des offres est de 6 mois. En complément de la section I-1.1 Acheteur, l'activité principale de l'entité adjudicatrice est l'eau

Base juridique :

Directive 2014/23/UE

2.1.6 Motifs d'exclusion

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale :

Faillite :

Corruption :

Concordat :

Participation à une organisation criminelle :

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental :

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme :

Fraude :

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains :

Insolvabilité :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail :

Biens administrés par un liquidateur :

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure :

Motifs d'exclusion purement nationaux :

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché :

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché :

Coupable d'une faute professionnelle grave :

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social :

Païement des cotisations de sécurité sociale :

État de cessation d'activités :

Païement d'impôts et taxes :

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes :

Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

Titre : CONCESSION/DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC RELATIF À L'EAU POTABLE ET A L'ASSAINISSEMENT AVEC CONSTITUTION D'UNE SEMOP

Description : La présente consultation a pour objet de confier à un concessionnaire constitué sous forme de SEMOP la gestion des services publics de production, de transport, de stockage et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine ainsi que le service public de l'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales de la Communauté d'Agglomération de CHARTRES MÉTROPOLÉ à l'intérieur du périmètre visé au contrat pour une durée de 15 ans à compter du 1er janvier 2026 soit jusqu'au 31 décembre 2040

Identifiant interne : 25A001

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nature supplémentaire du marché : Marché de travaux

Nomenclature principale (cpv) : 90000000 Services d'évacuation des eaux usées et d'élimination des déchets, services d'hygiénisation et services relatifs à l'environnement

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 41110000 Eau potable

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 90400000 Services des eaux usées

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 90410000 Services de collecte des eaux usées

5.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Eure-et-Loir (FRB02)

Pays : France

Informations complémentaires : Le contrat porte sur le territoire de Chartres Métropole qui regroupe actuellement 66 communes. Chartres Métropole agit en tant qu'entité adjudicatrice.

5.1.3 Durée estimée

Date de début : 01/01/2026

Date de fin de durée : 31/12/2040

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 360,000,000 Euro

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : non

Informations complémentaires : 1) La présente consultation est organisée conformément aux dispositions du code de la commande publique et notamment ses articles L. 3111-1 et suivants et R. 3111-1 et suivants relatifs aux contrats de concession et selon une procédure « ouverte ». Les candidats doivent remettre leur candidature et leur offre avant la date et heure limites fixées au présent avis à l'adresse du profil acheteur précisé en section 1 du présent avis 2) Le Dossier de consultation des entreprises (DCE) est mis à disposition gratuitement aux candidats. 3/ Si des pièces demandées dans le dossier de candidature sont absentes ou incomplètes, l'Autorité concédante pourra demander au candidat de compléter leur dossier de candidature. 4/ Il est précisé que les sociétés en cours de constitution ou nouvellement créées produiront les éléments dont elles disposent. 5/ L'appréciation des garanties professionnelles et financières et de l'aptitude à assurer l'égalité des usagers devant le service public et la continuité du service public est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre d'un groupement possède la totalité des compétences requises pour l'exécution du contrat. Par ailleurs, la preuve de leurs garanties et aptitudes précitées peut être apportées par tout autre moyen ou justificatif. 6/ Conformément à l'article R. 3123-19 du CCP, afin de permettre l'appréciation de leurs dossiers de candidatures, les candidats peuvent demander que soient également prises en considération les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens entretenus. Dans ce cas, les candidats devront justifier des capacités de ces opérateurs économiques en produisant les mêmes documents que ceux dont la production leur est demandée par l'autorité délégante. Dans ce cas, ils justifient des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'ils en disposeront pour l'exécution du contrat. Pour ce faire, les candidats produisent alors une déclaration du ou des opérateurs économiques présentés ou, plus généralement, un engagement formalisé en ce sens (CE, 15 mars 2019, SAGEM, n° 413584). 6/ En cas de groupement, chaque membre du groupement devra fournir l'ensemble des pièces énumérées ci-avant à l'exception de la lettre de candidature qui reste unique et qui sera renseignée par chacun des membres. 7/ Le règlement de la consultation précise les modalités de remise des offres.

5.1.7 Marché public stratégique

Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale : Autre

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Autre

Nom : Critères tels que mentionnés dans les documents de la consultation

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Qualité

Nom : Critère 1 : Qualité du service rendu aux usagers et valeur technique de l'offre

Description : Critère 1 : Qualité du service rendu aux usagers et valeur technique de l'offre

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 60

Critère :

Type : Qualité

Nom : Critère 2 : Qualité, niveau et cohérence des engagements financiers

Description : Critère 2 : Qualité, niveau et cohérence des engagements financiers

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 20

Critère :

Type : Qualité

Nom : Critère 3 - Niveau des engagements contractuels et juridiques

Description : Critère 3 - Niveau des engagements contractuels et juridiques

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 15

Critère :

Type : Prix

Nom : Critère 4 – Développement durable

Description : Critère 4 – Développement durable

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 5

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://www.c-chartres-marches.fr>

Canal de communication ad hoc :

Nom : Portail profil acheteur territoire communautaire

URL : <https://www.c-chartres-marches.fr>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Variantes : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 07/04/2025 à 15:00

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué : En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire ou en cas de groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Informations relatives aux délais de recours : Référé pré contractuel : articles L551-1 à 12 et R551-6 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel : articles L551- 13 et suivants et R551-7 à 10 CJA, et pouvant être exercé dans les délais du R551-7 CJA. Recours en contestation de validité du contrat - jurisprudence "Tarn et Garonne" pouvant être exercé par les tiers au contrat, sans considération de qualité, dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicité appropriées. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr> ».

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de médiation : Tribunal administratif d'Orléans

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif d'Orléans

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Chartres Métropole (28)

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : Chartres Métropole (28)

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif d'Orléans

Organisation qui traite les offres : Chartres Métropole (28)

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Chartres Métropole (28)

Numéro d'enregistrement : 20003318100021

Adresse postale : Place des Halles

Ville : Chartres cedex

Code postal : 28019

Subdivision pays (NUTS) : Eure-et-Loir (FRB02)

Pays : France

Adresse électronique : marches.publics@agglo-ville.chartres.fr

Téléphone : +33 237234064

Adresse internet : <https://www.marches-securises.fr>

Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) : <http://www.chartres-metropole.fr/>

Profil de l'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

Organisation qui traite les offres

8.1 ORG-0003

Nom officiel : Tribunal administratif d'Orléans

Numéro d'enregistrement : 17450005800022

Département : Greffe

Adresse postale : 28 rue de la Bretonnerie

Ville : Orleans cedex 1

Code postal : 45057

Subdivision pays (NUTS) : Loiret (FRB06)

Pays : France

Point de contact : Greffe du Tribunal

Adresse électronique : greffe.ta-orleans@juradm.fr

Téléphone : +33 238775900

Adresse internet : <http://orleans.tribunal-administratif.fr>

Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) : <https://www.telerecours.fr>

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Organisation chargée des procédures de médiation

Section 10 - Modification

Version de l'avis antérieur à modifier : 27393-2025

Principale raison de la modification : Correction par l'acheteur

Description : 5.1.12 Conditions du marché public : la date limite de réception des candidatures et des offres est reportée au 22/04/2025 à 15h00

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : 6eef069f-1b9e-4481-9457-eb96300ae26a - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 08/04/2025 à 08:17

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 08/04/2025